

#3 Réponses de la protection sociale à la Covid-19

Les travailleuse·eur·s de l'informel et le dialogue pour la protection sociale

Introduction

Le dossier de cette semaine se concentre sur la manière dont les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique du Sud et en Argentine ont cherché à favoriser des espaces de dialogue productif pour s'engager avec le gouvernement autour des besoins de protection sociale des travailleuse·eur·s de l'économie informelle en réponse à COVID-19. Nous examinons comment les représentants de l'économie informelle des deux pays ont pu utiliser ces espaces pour donner la priorité à la sécurité alimentaire. En Afrique du Sud, ce plaidoyer a été encadré par le rôle clé que jouent les vendeurs de nourriture informels dans la fourniture de nourriture abordable aux travailleurs de pauvres des townships, et donc par l'importance de leur droit au travail. Dans le cas de l'Argentine, cet espace a permis de restructurer la fréquence des transferts d'argent de l'État, qui est passée de mensuelle à hebdomadaire, afin d'aider les ménages à établir leur budget et leur flux de liquidités.

En Argentine, le développement d'un espace de dialogue, sous la forme du Comité social d'urgence, est apparu récemment en réponse à la pandémie. L'un des principaux atouts de cette structure a été sa capacité à se reproduire au niveau local, donnant aux travailleurs de base une chance de se faire entendre. Cependant, le fait d'être un nouvel espace a entraîné un manque d'institutionnalisation ou de formalisation au niveau fédéral, ce qui soulève des inquiétudes quant à la durabilité. En comparaison, l'espace sud-africain est plus ancien et plus institutionnalisé, ce qui nous rappelle que plus les structures en place avant la crise sont bien établies et plus les relations avec le gouvernement sont longues, plus il sera facile pour les organisations de l'économie informelle de s'engager autour des réponses de COVID en matière de protection sociale. Toutefois, cette institutionnalisation ne se traduit pas toujours par un espace propice au dialogue. Les attitudes gouvernementales bien ancrées à l'égard de l'économie informelle, et le manque d'engagement en termes de ressources et de temps pour le processus de dialogue, restent des défis dans le contexte sud-africain.

Argentine

Intégrer la représentation des travailleuse·eur·s de l'informel dans les stratégies gouvernementales de réponse à la COVID¹

Le 27 mars, le gouvernement fédéral argentin a créé le Comité social d'urgence (CSU) afin d'engager les parties prenantes dans un dialogue autour de la crise COVID-19. L'objectif du CSU est de s'attaquer aux problèmes qui découlent de la pandémie, en particulier la sécurité alimentaire, la sécurité des revenus et la sécurité de l'emploi. La structure de gouvernance du CSU, qui couvre les trois niveaux de gouvernement - national, provincial et local - est présidée

¹ Cette affaire s'appuie sur les informations recueillies lors d'un entretien avec Carolina Palacio, membre de la Fédération nationale des ramasseurs de déchets d'Argentine (FACCyR, Federación Argentina de Cartoneros, Carreros y Recicladores), de l'UTEP et de l'équipe WIEGO.

par le ministre du Développement social et comprend des représentants de la région métropolitaine et de la province de Buenos Aires, les maires de cinq villes et des représentants des églises et des organisations de la société civile. Tout aussi important, des représentants du mouvement social et des organisations de travailleurs des secteurs formel et informel ont été impliqués, y compris un représentant de l'UTEP (Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Economía Popular) et des Barrios de Pié - qui sont tous deux des syndicats centraux avec une large adhésion du secteur informel. L'UTEP est une large coalition, créée par l'union d'autres organisations de l'économie populaire, dont la base est estimée à 600 000 travailleurs et qui a pour objectif d'augmenter le nombre de ses membres à 5 millions².

Donner à la voix des travailleurs une plate-forme au niveau de la base

Une caractéristique importante de l'initiative de dialogue du CSU est son orientation vers une reproduction au niveau local, assurant une représentation de la base. À la suite de la première réunion du CSU fédéral, le maire de chaque municipalité participante a créé un comité de dialogue au niveau local, composé d'une représentation intersectorielle similaire de leur municipalité. Plusieurs comités de dialogue local sont actuellement opérationnels, comme celui de la capitale, Buenos Aires. Ces comités de dialogue local fonctionnent de manière indépendante, mais s'occupent des réponses à la COVID au niveau municipal. Par exemple, ils ont joué un rôle important dans la mise en œuvre du programme "*El barrio cuida al barrio*" (le quartier prend soin du quartier), que le gouvernement fédéral a créé en avril. Ce programme consiste en un suivi spécifique des groupes à risque, la diffusion de mesures préventives et la distribution d'articles de santé et de sécurité au niveau sous-local.

Priorité à la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est apparue comme une priorité absolue lors des réunions fédérales du CSU, au même titre que les mesures visant à garantir la sécurité des revenus. Il est significatif de noter que la sécurité alimentaire a également été enregistrée comme l'une des principales préoccupations des organisations de travailleuse-eur-s de l'économie informelle en Argentine. Lors de la deuxième réunion du CSU fédéral, par exemple, les stratégies concernant l'expansion des achats de denrées alimentaires pour les municipalités et les provinces et la modification de la fréquence de la carte Alimentar ont été discutées.³ Après la réunion, la carte, qui est normalement rechargée chaque mois, a commencé à être rechargée chaque semaine. Cela a permis aux ménages de disposer de liquidités plus régulières et aux familles de mieux gérer leur budget.

Le défi de l'institutionnalisation des espaces de dialogue au niveau national

Malheureusement, le Comité social d'urgence au niveau fédéral n'a pas pu poursuivre ses activités, car ses réunions se sont tenues de manière irrégulière et ont cessé après un mois de

² El Editor Platense, "[Nació UTEP, el sindicato de las organizaciones sociales](#)", le 22 décembre 2019.

³ La carte Alimentar est un outil permettant à chacun d'accéder au panier alimentaire de base. Il permet l'achat de tous types de nourriture, à l'exception des boissons alcoolisées. Il est destiné aux mères ou aux pères d'enfants de moins de 6 ans qui perçoivent l'allocation universelle pour enfant à charge (AUH). Les femmes enceintes à partir de 3 mois qui reçoivent l'allocation de grossesse et les personnes handicapées qui reçoivent l'AUH sont également éligibles.

confinement. Les réunions des comités locaux continuent à avoir lieu, car avec cette conception décentralisée de la politique, chaque local est autonome pour organiser ses propres réunions. Bien que l'Argentine soit actuellement en situation de confinement, les restrictions commenceront bientôt à s'assouplir, et lorsque cela se produira, il serait utile de disposer d'un CSU opérationnel au niveau fédéral pour guider et superviser le pilotage des mesures pour la période post-confinement, et pour s'assurer que les demandes des travailleurs sont réintégrées dans le dialogue au niveau fédéral.

Le contexte politique peut activer ou désactiver le dialogue

L'un des facteurs qui a créé un climat favorable à l'initiative de dialogue du Comité social d'urgence, a été un changement récent de gouvernement. Les élections de décembre 2019 ont inauguré le *Frente de Todos*, un gouvernement de coalition de centre-gauche en Argentine plus sensible aux revendications des travailleurs et plus ouvert à la création d'espaces institutionnels de dialogue. En effet, certains dirigeants de syndicats et d'associations de travailleurs, notamment les vendeurs de rue et les récupérateurs, occupent désormais des postes de haut niveau dans la bureaucratie gouvernementale. D'une part, cela signifie que des canaux de dialogue informels ont été ouverts et sont utilisés entre les travailleuse·eur·s de l'informel et le gouvernement. Mais, d'un autre côté, cela a également créé des tensions dans le mouvement des travailleurs, car toutes les revendications ne sont pas traitées. Cette limitation crée le besoin de déployer des stratégies de pression depuis l'extérieur des espaces ouverts par l'État, comme par le biais de déclarations dans les médias, de pétitions et de manifestations, afin de faire valoir la position des travailleurs de dans ces espaces de dialogue institutionnels.

Afrique du Sud

En Afrique du Sud, les organisations de travailleuse·eur·s de l'économie informelle ont engagé le gouvernement dans un dialogue sur le droit au travail, plutôt que sur les mesures de protection sociale directement. Néanmoins, cette expérience recèle un certain nombre de leçons importantes lorsqu'on réfléchit à la manière dont le dialogue et la participation des travailleurs peuvent faciliter et garantir les besoins de protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel. En outre, il est tout aussi important de rappeler que les espaces que les travailleuse·eur·s de l'informel sont en mesure de favoriser pour le dialogue avec le gouvernement sur le droit au travail, peuvent également être utilisés pour engager le gouvernement autour 1) de la mise en œuvre de mesures de protection sociale d'urgence en réponse à la crise, et 2), du développement d'une législation, d'une politique et d'une infrastructure de protection sociale durable, abordable et appropriée, orientée vers les besoins et le contexte spécifique de l'économie informelle.

L'engagement d'un dialogue avec le gouvernement sur le droit au travail a amélioré la sécurité alimentaire de nombreux travailleurs de l'économie informelle

Dans le cas de l'Afrique du Sud, les organisations de travailleuse·eur·s de l'économie informelle ont utilisé avec succès l'espace de dialogue préexistant avec le gouvernement pour plaider en

Ces mémoires sont à l'état de projet, car ils sont en cours d'élaboration. Si vous souhaitez citer, veuillez contacter l'équipe WIEGO à: laura.alfers@wiego.org

faveur du droit au travail des spazas⁴ et des commerçants de produits alimentaires informels pendant la période de confinement. Cet espace avait été créé par le travail d'un groupe consultatif initié par StreetNet International et WIEGO, pour conseiller le gouvernement sur la mise en œuvre de la recommandation 204 de l'OIT. Les vendeurs de nourriture informels jouent un rôle clé dans la fourniture de nourriture abordable et accessible aux personnes vulnérables et aux travailleurs de pauvres des townships (dont beaucoup gagnent eux-mêmes leur vie grâce au secteur informel). Recherche menée par WIEGO⁵ a montré qu'un grand nombre de personnes dépendent de l'accès à des vendeurs de nourriture informels ; le coût d'un panier alimentaire provenant de ce secteur est inférieur au même panier de base d'un détaillant commercial. Avec la fermeture, les gens ont été obligés d'acheter dans les supermarchés, ce qui a augmenté leur budget alimentaire au moment précis où beaucoup avaient perdu leurs revenus. En outre, les vendeurs de nourriture informels offrent une plus grande accessibilité et commodité en opérant en dehors des heures de bureau et en étant plus accessibles dans les zones résidentielles.

Le premier ensemble de règlements institué au début du confinement de l'Afrique du Sud, a établi une série de limitations qui interdisaient aux travailleuse-eur-s de l'informel de nombreux secteurs d'opérer, que ce soit implicitement ou explicitement. Avec les longues files d'attente devant les magasins d'alimentation au détail, il est rapidement devenu évident que cela créait une crise de la sécurité alimentaire, et les organisations de travailleuse-eur-s de l'économie informelle ont donc décidé d'intervenir. WIEGO a pris contact avec la *South African Informal traders Alliance* (SAITA), dirigée par Rashida Muller, et la Joburg Informal Traders Platform, (JITP). Ils ont publié conjointement une déclaration le 25 mars, qu'ils ont ensuite présentée au gouvernement⁶ pour défendre le droit au travail sur la base de la garantie des moyens de subsistance, ainsi que pour promouvoir la sécurité alimentaire dans les townships.

S'appuyer sur des structures et des relations préexistantes est un avantage

Outre cette déclaration, cette coalition de représentants de l'économie informelle a également travaillé sur une plateforme préexistante et a tiré parti de la relation à long terme qu'elle s'était efforcée d'établir avec le gouvernement, pour faire entendre sa voix. Cette plate-forme était un groupe consultatif créé à l'initiative de StreetNet International et de WIEGO, pour conseiller l'équipe de travail nationale, le ministère national du travail et d'autres ministères chargés de conseiller le gouvernement sur la mise en œuvre de la recommandation 204 de l'OIT qui appelle à la transition de l'économie informelle à l'économie formelle (2015). Les représentants de l'économie informelle ont utilisé l'espace de ce groupe consultatif pour présenter au gouvernement certains des arguments que les organisations de travailleuse-eur-s de

⁴ Petit commerce de proximité d'aliments et boissons, entre autres, fonctionnant au domicile d'une personne, situé en général dans les banlieues.

⁵ Voir les recherches menées par le projet "Hungry Cities" : <https://hungrycities.net/> et "Food Security and Street Vendors During COVID-19" : [Entretien avec Caroline Skinner de WIEGO](#)

⁶ Déclaration qui s'appuie sur une antérieure soutenue par 9 organisations de travailleurs de l'économie informelle, a été publiée le 20 mars dernier. Elle réclame une subvention de subsistance en espèces, des interventions urgentes pour protéger les travailleurs (fourniture massive d'EPI - gants, savon, désinfectant), la publication de directives sanitaires et l'inclusion du secteur informel dans toutes les discussions à venir.

l'économie informelle développaient (qui préconisaient la classification de certaines catégories de travailleuse-eur-s de l'informel comme essentiels, et y associaient leur rôle clé pour assurer la sécurité alimentaire).

Au départ, il y a eu des résistances et le représentant de l'économie informelle a dû pousser le ministère du travail à convoquer une réunion de l'équipe spéciale pratiquement dans le contexte d'un confinement total. Deux autres processus parallèles ont eu lieu, qui ont aidé le représentant des travailleuse-eur-s de l'informel au sein du conseil consultatif à faire avancer ce programme. Tout d'abord, l'OIT s'est présentée et a organisé un processus complémentaire pour tenter d'identifier les besoins liés à COVID des travailleurs de l'industrie de l'énergie en Afrique du Sud. Deuxièmement, le Conseil national du développement économique et du travail (NEDLAC) lui-même - auquel l'équipe spéciale nationale du R204 rend compte par le biais du programme national pour le travail décent - a créé des centres névralgiques, dont un centre communautaire à Pretoria, qui a permis à notre représentant de l'économie informelle de faire valoir les intérêts des travailleurs de l'industrie de l'énergie et d'obtenir une représentation directe dans les forums de divers secteurs.

En conséquence, le gouvernement a révisé son règlement sur la gestion des catastrophes le 2 avril pour inclure les "magasins de spa et les commerçants d'alimentation informels, avec l'autorisation écrite d'une autorité municipale" dans la définition des services essentiels. Tous les types de vendeurs d'aliments cuits restent exclus. Certaines municipalités ont d'abord résisté, mais après un plaidoyer plus concerté, le ministère du gouvernement coopératif et des affaires traditionnelles a ordonné l'ouverture immédiate de tous les bureaux pertinents pour la délivrance des permis et a fourni un modèle de permis à utiliser par les municipalités. En quelques jours, des milliers de permis ont été délivrés, dont environ 4 000 pour Johannesburg.

Plus les structures en place avant la crise seront établies et plus les relations avec le gouvernement seront longues, plus il sera facile pour les organisations de l'économie informelle de s'engager autour des réponses de COVID en matière de protection sociale. Dans une situation de crise, à moins qu'il n'y ait déjà eu des investissements pour mettre en place des processus de dialogue, il est très difficile d'amener le gouvernement au niveau national ou local à s'engager correctement. Les efforts déployés au fil des ans pour engager le gouvernement ainsi que le processus de mise en place de l'équipe consultative pour le groupe de travail R204 ont été importants à cet égard, et ils ont également contribué à créer un climat dans lequel les organisations de travailleurs se sont senties confiantes pour essayer toutes les voies qui s'offraient à elles.

On ne reconnaît pas que le dialogue est un processus qui prend du temps et des ressources

Malgré le fait que les organisations de travailleuse-eur-s de l'économie informelle aient rencontré un certain succès dans leur engagement avec le gouvernement autour du droit au travail, elles nous disent que cet espace de dialogue reste peu propice à un engagement significatif pour plusieurs raisons. Dans le monde des syndicats formels, il est considéré comme allant de soi que les parties prenantes doivent consacrer un temps important, peut-être deux

Ces mémoires sont à l'état de projet, car ils sont en cours d'élaboration. Si vous souhaitez citer, veuillez contacter l'équipe WIEGO à: laura.alfers@wiego.org



mois du début à la fin, en se réunissant une fois par semaine, pour s'engager dans un processus de dialogue significatif. Les travailleurs doivent être transportés et bénéficier d'un congé, ainsi que d'un lieu où ils peuvent se présenter et conclure un accord décent dans l'intérêt des deux parties.

C'est un processus qui demande du temps, de la logistique et des ressources. C'est une chose que les fonctionnaires ne comprennent souvent pas lorsqu'il s'agit de s'engager avec les représentants des travailleuse-eur-s de l'économie informelle. Sans cette compréhension et les ressources nécessaires pour soutenir cette compréhension, il est peu probable que la consultation donne de bons résultats. Par exemple, Jane Barrett de WIEGO nous dit qu'en Afrique du Sud, bien qu'il existe une équipe nationale chargée de la recommandation 204, le ministère national du travail et d'autres ministères au sein de cette équipe n'ont pas mis de côté les ressources humaines et financières nécessaires pour en faire un espace de consultation et de négociation très dynamique.

Les travailleuse-eur-s de l'informel ne sont pas reconnus comme telles dans ces forums de dialogue dans les mêmes conditions que leurs homologues formels

Les conditions d'engagement ne sont pas toujours les mêmes pour les travailleuse-eur-s de l'économie informelle. Cela est illustré par leur représentation au sein du NEDLAC, auquel l'équipe spéciale R204 rend compte. Les travailleuse-eur-s de l'économie informelle sont représentés dans ce forum, uniquement par le biais de la circonscription communautaire et non dans le groupe des travailleurs. La bataille a consisté à modifier le discours et à amener les employeurs, les syndicats et le gouvernement non seulement à reconnaître les travailleurs des entreprises d'insertion comme des travailleurs, mais aussi à les considérer comme faisant partie du groupe des travailleurs.

COVID 19: StreetNet International et WIEGO engagement & nouveautés

Consultez la note d'information de WIEGO qui donne un bref aperçu des débats et des problèmes actuels en matière de protection sociale du point de vue des travailleuse-eur-s de l'informel <https://www.wiego.org/publications/extending-social-protection-informal-workers> (disponible en anglais, espagnol, français et russe).

À PROPOS DE WIEGO

Les femmes dans l'emploi informel : globalisation et organisation (WIEGO) est un réseau mondial qui vise à garantir les moyens de subsistance des travailleurs pauvres, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous pensons que tous les travailleurs devraient avoir les mêmes chances et les mêmes droits économiques. WIEGO crée le changement en renforçant les capacités des organisations de travailleuse-eur-s de l'informel, en élargissant la base de connaissances sur l'économie informelle et en influençant les politiques locales, nationales et internationales. Visitez le site <http://français.wiego.org/>.